

## BUDGET COMMUNAL :

# 123 millions d'euros pour redynamiser Ixelles

Le 18 janvier dernier, le Conseil communal d'Ixelles a voté, majorité contre opposition, le budget 2002 qui prévoit des recettes de 118.596.964 euros (4,78 milliards de BEF) pour 123.477.342 euros (4,98 milliards BEF) de dépenses, soit un déficit de 4,88 millions d'euros (196,9 millions BEF) représentant 4% du budget total. Des mesures strictes ont été prises dans l'élaboration de ce budget pour enrayer le mécanisme de déficit structurel dans lequel avaient été placées les finances ixelloises depuis 1995 d'une part, et pour doter le Collège de moyens nouveaux devant lui permettre d'innover d'autre part.

**A**cte politique majeur dans la vie d'une commune, un budget communal prévoit l'ensemble des recettes et dépenses qu'une Commune va effectuer durant une année complète, du 1er janvier au 31 décembre.

Proposé par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le budget est voté par le Conseil communal et ne peut être modifié que par celui-ci. Il est ensuite approuvé par la Tutelle régionale sur les communes avant de pouvoir être mis en exécution.

Un "budget" est une prévision et les "comptes" en sont la réalisation.

### Unicité, universalité et annuité

La première caractéristique d'un budget est son unicité: le budget constitue en effet un tout. Des recettes inscrites à un poste précis (appelé "article budgétaire") ne peuvent être "réservées" spécifiquement pour une dépense.

Le budget est également dit universel, car il doit contenir toutes les recettes et dépenses prévisibles. Il est établi selon un ordre et un modèle répondant à des règles strictes.

Aucune recette ou dépense ne peut être engagée sans inscription budgétaire préalable.

Enfin, l'annuité d'un budget signifie que les recettes et les dépenses doivent toujours figurer dans le budget de l'année, appelée exercice. Il est dès lors impossible pour l'Administration de dépenser un euro qui n'aurait pas été inscrit en début d'année ou lors d'une modification en cours d'exercice. Impossible également de dépenser en 2002 partie du budget qui n'a pas été dépensée en 2001.

### Un budget, deux services

La loi et les règlements portant sur le budget répartissent recettes et dépenses en **services "ordinaire" et "extraordinaire"**. Classées dans différents groupes fonctionnels (Administration générale, Enseignement, Aide sociale et familiale, etc.) et selon différents codes économiques, les recettes et dépenses sont présentées avec le résultat de l'exercice antérieur (celui de l'année précédant l'exercice propre) ainsi que celui de l'exercice pénultième (deux ans avant). Cette présentation permet aux membres du Conseil et aux lecteurs d'avoir une vue planifiée des finances communales.

Le **service ordinaire** contient les dépenses et les recettes récurrentes, qui reviennent tous les ans et sont incontournables pour le fonctionnement de la Commune, comme

par exemple les traitements du personnel et le produit des taxes.

Le **service extraordinaire** contient, quant à lui, les dépenses et les recettes exceptionnelles qui concernent les investissements: les gros travaux de réparation de bâtiments ou de voiries, les achats d'immeubles, etc.

En recette extraordinaire, on retrouvera inscrites notamment les subventions données pour les travaux ainsi que les emprunts nécessaires à ceux-ci.

Pour prendre un exemple simple: acheter de la craie pour une école est une dépense "ordinaire" tandis que l'achat d'un nouveau tableau est "extraordinaire".

Enfin, la différence entre les recettes et les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, constitue un "boni" en cas de résultat positif et un "mali" dans le cas contraire.

### Le service ordinaire

Les **recettes ordinaires** sont de trois types:

- **les recettes de prestations** comprennent les revenus générés par les prestations de services communaux et par la gestion des biens communaux: cérémonies de mariage, locations d'immeubles ou de terrains communaux, recettes d'exploitation de services communaux (location de livres à la Bibliothèque, gestion du parking Tulipe, entrées à la piscine ou au Stade, etc.);
- **les recettes de transferts** sont des recettes pour lesquelles la Commune ne fournit aucune contrepartie directe. Il s'agit ici de l'ensemble des taxes et redevances en provenance des entreprises, des ménages ainsi que des subsides provenant des pouvoirs supérieurs à titre d'aide à l'action de la Commune (le Fonds des Communes) ou à certaines activités de celle-ci (par exemple, le personnel de l'enseignement subventionné).
- **les recettes de dette** sont constituées d'intérêts perçus sur les capitaux placés, de participations aux bénéfices



L'imprimerie communale sera totalement rééquipée en 2002.

d'exploitation d'entreprises publiques (Brutelé, Electrabel, etc.).

Les **dépenses ordinaires** sont, quant à elles, de quatre types:

- **les dépenses de personnel:** Ixelles assure chaque année le salaire, à temps partiel ou complet, de quelque 1400 employés et ouvriers et de 610 enseignants (et personnel administratif des écoles), soit quelque 63 millions d'euros représentant 51,11% des dépenses inscrites au budget 2002.
- **les dépenses de fonctionnement:** elles vont évidemment de pair avec le poste précédent et permettent de couvrir l'activité courante des services communaux;
- **les dépenses de transferts** destinées à certains organismes ixellois ou intercommunaux tels que le CPAS (17,35 millions d'euros en 2002) ou les hôpitaux d'IRIS SUD dont fait partie le Centre hospitalier Etterbeek-Ixelles qui accusa en 2000 un déficit de 7,26 millions d'euros, dont 2,23 à charge de la Commune;
- **les dépenses de dette** qui, très logiquement, servent exclusivement au remboursement des dettes de la Commune: charges d'intérêts et tranches annuelles des capitaux à rembourser des emprunts contractés par la Commune notamment pour financer ses dépenses extraordinaires abordées ci-après.

La Bibliothèque communale, 13 rue Mercelis.



## Le service extraordinaire

Second volet d'un budget, le "service extraordinaire" détermine les recettes et dépenses qui, sur une année civile, vont affecter directement et durablement le patrimoine communal, à l'exclusion de son entretien courant: l'achat de véhicules, de terrains ou de matériel devant être amorti sur plusieurs années, l'aménagement de bâtiments ou la réalisation de travaux, pour ne citer que quelques exemples... Toute dépense extraordinaire doit, contrairement au service ordinaire, être impérativement, approuvée, sous peine de nullité, par le Conseil communal dans sa majorité et, in fine, par la Tutelle régionale avant d'être engagée par le Collège.

Les **recettes extraordinaires** proviennent de trois sources bien distinctes:

- **les recettes de dette** qui sont constituées des sommes empruntées par la Commune auprès des organismes financiers pour assurer ses dépenses;
- **les recettes de transfert** composées des subventions émanant de pouvoirs supérieurs,
- **les recettes d'investissement** constituées des fonds propres de la Commune et provenant de ventes de biens, de charges d'urbanisme ou d'une partie du service ordinaire qui aurait été spécialement affectée à l'usage du service extraordinaire.

Les dépenses extraordinaires se divisent, quant à elles, en trois catégories:

- **les dépenses d'investissement:** la construction d'un centre sportif, l'achat d'autocars, la réfection des voiries, etc.

• **les dépenses de transferts** qui servent, par exemple, à aider une entreprise à se doter d'un équipement lourd;

• **les dépenses de dette** qui servent par exemple à rembourser anticipativement et de manière exceptionnelle un emprunt de manière à résorber la dette.

## LA PROBLEMATIQUE BUDGETAIRE A IXELLES

La discussion et le vote du budget initial 2002 par le Conseil communal d'Ixelles furent l'occasion pour le Collège de présenter les mesures prises pour mettre fin à la descente des finances ixelloises entamée depuis quelques années.

Depuis 1995 en effet, le déficit budgétaire ixellois n'a cessé de plonger vers le bas, passant de -5.690.000 euros à -13.700.000 euros dans l'avant-projet de budget 2001 de l'ancienne majorité, un chiffre ramené par le nouveau Collège à -9.640.000 euros lors de la seconde modification budgétaire 2001.

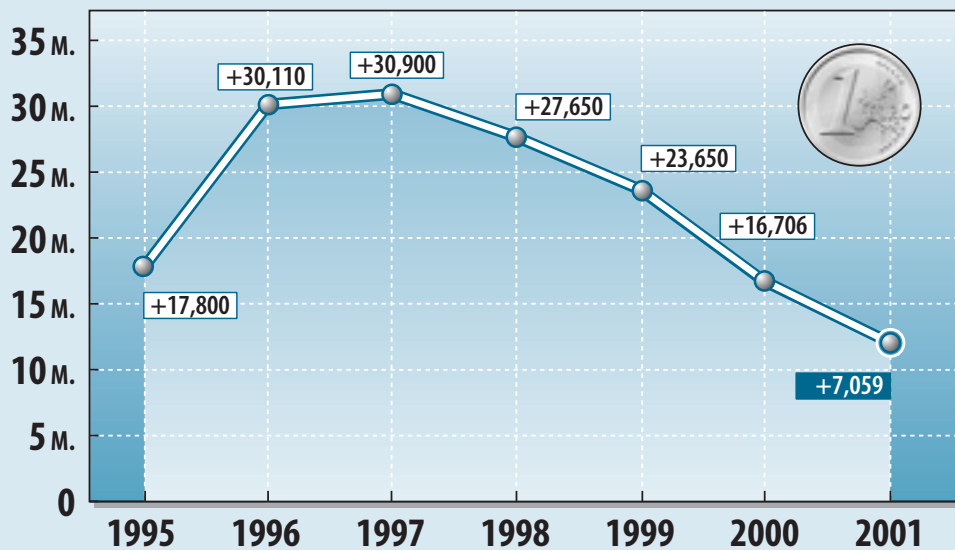
Dans le même temps, lorsque l'on examine les chiffres relatifs aux résultats cumulés, on s'aperçoit que les réserves ixelloises sont passées en cinq ans de 30 à 7 millions d'euros!

Cette situation a conduit le Conseil communal à relever de 2460 à 2760 le taux des centimes additionnels au précompte immobilier, taux qui n'avait plus été modifié depuis 1987. Cette majoration aura pour effet de faire passer de 30.75% à 34.5% la part ixelloise dans le calcul du précompte immobilier pour le contribuable.

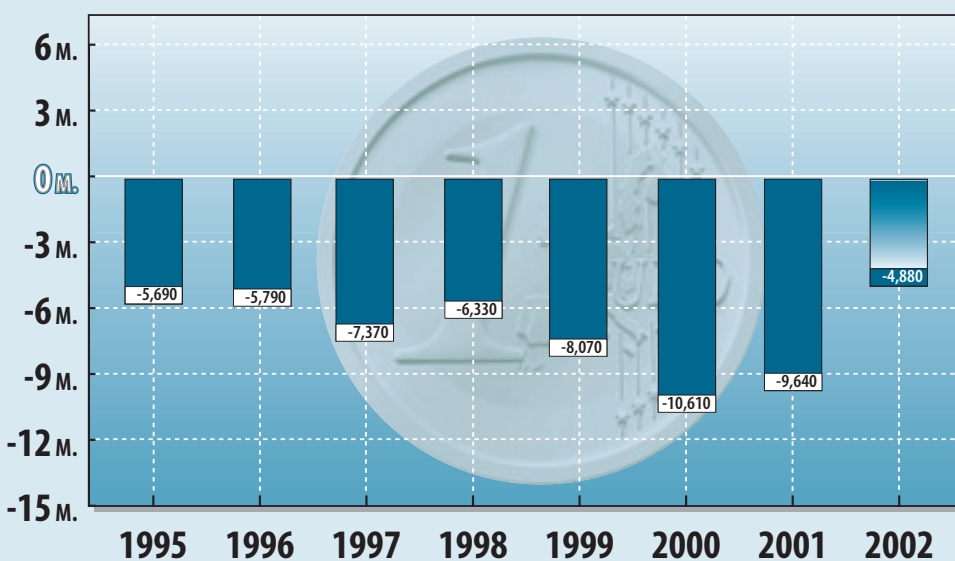
## Service extraordinaire: les projets ixellois en 2002

Construction d'immeubles, d'égouts et rénovation, lutte contre les taudis	4 462 084
Acquisition d'immeubles pour services administratifs, de terrains, de biens, de plans	3 351 026
Réfection et aménagement de bâtiments, de locaux de jeux, de terrains sportifs, piscine	7 820 358
Téléphonie, informatisation	1 551 061
Matériel, mobilier, bureau, illuminations	1 636 552
Information, CD Rom, imprimerie, achats de biens, œuvres d'art	2 981 394
Parc automobile	1 145 269
Voies - Infrastructure, signalisation, éclairage, parking	8 230 065
Enseignement (Equipements divers, rénovation de bâtiments, informatique, jeux didactiques, vidéo, matériel de gym, grosses réparations)	3 503 583
Prélèvements recettes et dépenses	1 363 415
<b>Total en euros</b>	<b>36 044 807</b>

## Résultat cumulé depuis 1995 (en millions d'euros)



## Déficit budgétaire d'Ixelles depuis 1995 (en millions d'euros)



## Un budget rigoureux et... vigoureux

En prévoyant de limiter le déficit 2002 à l'exercice propre à 4,88 millions d'euros (contre 11,15 en 2001 !), la majorité Ecolo-PS-PSC/API propose un budget aussi rigoureux que possible. Dans plusieurs secteurs, des augmentations de crédits traduisent fidèlement le souci du Collège de consacrer plus de moyens à de nouvelles politiques ou au renforcement de ce qui existe.

C'est ainsi le cas dans les secteurs de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports, de la sécurité et de l'assistance sociale, du département des eaux usées, des bâtiments ainsi qu'à la fonction "logement" et "aménagement du territoire".

Au niveau des dépenses extraordinaires, le budget prévoit 36 millions d'euros pour des investissements qui seront concentrés dans les neuf principaux secteurs

## Feu sur les pouvoirs supérieurs

Aujourd'hui, comme jamais dans le passé, les communes se trouvent surchargées de missions nouvelles par les pouvoirs supérieurs, alors qu'elles ne reçoivent pas les moyens financiers nécessaires pour "couvrir" le coût de ces politiques instruites par ces derniers. Ainsi, à ce jour, les règles de fonctionnement de la réforme des polices ne sont pas toutes précisément arrêtées. Il est dès lors pratiquement impossible d'évaluer correctement les charges financières que Bruxelles et Ixelles auront à supporter pour faire fonctionner de parfaite manière la Zone 4 dans laquelle notre Commune a été versée.

Ainsi, en inscrivant à la fonction "Police" quelque 19,3 millions d'euros, le Collège d'Ixelles a voulu veiller à ce que la quote-part financière de la Commune reste dans les limites du juste dû, assurer un effectif suffisant et garanti dans les divisions de police ixelloises, permettre une décentralisation des services indispensables à la gestion territoriale ixelloise ainsi qu'une liberté d'initiative de leurs responsables et assurer les moyens matériels et techniques qu'exigent les missions.

Par ailleurs, si l'on ne peut que se réjouir de la réforme fédérale de la fiscalité, personne ne semble se soucier de l'impact de celle-ci sur les finances communales. De la même manière, il importe que le Gouvernement fédéral s'attache à prendre des mesures pour résorber au plus vite l'arriéré de paiement des additionnels dus à la Commune tant en matière d'impôts sur les personnes physiques qu'en ce qui concerne le précompte immobilier.

Enfin, le Collège a tenu, lors de la discussion portant sur le budget communal, à souligner l'urgence qu'il y avait pour le Gouvernement bruxellois de prendre des initiatives dans le dossier du déficit des hôpitaux publics afin d'éviter que, seules, les Communes ayant un hôpital sur leur territoire ne doivent supporter le déficit d'exploitation et l'entretien de ces instruments de santé publique. Dans le même temps, le Collège a rappelé combien il était nécessaire que s'entame, au niveau régional, un débat sur le financement des communes, voire, à travers celui-ci, sur la répartition et le poids financier des compétences qui continueront à être assumées par les communes. L'essor de la Ville-Région qu'est Bruxelles est le véritable enjeu de demain. Dans cette perspective, il faut penser plus que jamais "global" pour être en mesure de mieux agir au plan local. Pour que l'utopie redevienne le moteur de l'action.

## CONSULTATION DU BUDGET

Les budgets et comptes sont déposés à la maison communale et peuvent être consultés par tout citoyen sur place et gratuitement. La procédure de consultation est rappelée par voie d'affiches dans le mois qui suit l'adoption des budgets et des comptes par le Conseil communal. La durée de l'affichage ne peut être inférieure à dix jours.

## GEMEENTEBEGROTING:

# 123 miljoen euro's om in Elsene een nieuwe dynamiek in te blazen

Op 18 januari II. heeft de Elsense Gemeenteraad de begroting 2002, meerderheid tegen minderheid, goedgekeurd.

De begroting voorziet ontvangsten van 118.596.964 euro's (4,78 miljard BEF) tegen uitgaven van 123.477.342 euro's (4,98 miljard BEF), dus een tekort van 4,88 miljoen euro's (196,9 miljoen BEF), wat 4% van de totale begroting betekent.

Strengere maatregelen werden getroffen in de voorbereiding van deze begroting, enerzijds om het toenemende structureel tekort (een situatie die de Elsense financiën sinds 1995 kenden) tot staan te brengen, anderzijds om het College met nieuwe middelen te bevoorraden, die plaats vrijlaten voor innovatie.

De gemeentebegroting is de voornaamste handeling in het leven van een gemeente. Ze voorziet alle ontvangsten en alle uitgaven die een gemeente zal uitvoeren gedurende één vol jaar, van 1 januari tot 31 december. Ze wordt voorgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, wordt door de Gemeenteraad goedgekeurd en kan alléén door de Raad gewijzigd worden. Voordat ze ten uitvoer gebracht hoeft te worden door de Gewestelijke Voogdij goedgekeurd. Een begroting is dus een vooruitzicht en de "rekening" zijn de verwezenlijkingen ervan.

### Enigheid, alomvattendheid en eenjarigheid

Het eerste kenmerk van een begroting is haar enigheid: de begroting vormt inderdaad een geheel. Ontvangsten die voor een bepaalde post ingeschreven staan (deze post wordt "begrotingsartikel" genoemd) mogen niet voor een specifieke uitgave "voorbehouden" worden.

De begroting wordt ook "alomvattend" genoemd omdat ze al de voorzienbare ontvangsten en uitgaven moet omvatten. Ze wordt in een zeer bepaalde en zeer strikte volgorde opgesteld. Geen enkele ontvangst noch uitgave mag aangewend worden zonder dat zij op voorhand in de begroting ingeschreven werd.

Tenslotte betekent de eenjarigheid van een begroting dat de ontvangsten en de uitgaven altijd in de begroting van het bepaalde jaar (het zogenoemde "dienstjaar") hoeven ingeschreven. Het is dus onmogelijk voor het Gemeentebestuur één euro uit te geven dat niet in het begin van het dienstjaar, of ingevolge een begrotingswijziging tijdens het dienstjaar, ingeschreven werd. Eveneens onmogelijk in 2002 een gedeelte van het budget dat in 2001 niet uitgegeven werd te besteden!

### Eén begroting, twee diensten

De Wet en de reglementering betreffende de begroting verdeelt ontvangsten en uitgaven volgens **gewone dienst** en **buitengewone dienst**. Ontvangsten en uitgaven worden ook volgens verschillende functionele categorieën verdeeld



Meer dan 8 miljoen euro's zullen in 2002 aan rijweginherstelling besteed worden.

(Algemeen bestuur, Onderwijs, Sociale hulp en gezinsvoorzieningen, enz.) en volgens verschillende economische codes. Tenslotte worden de cijfers voorgesteld naast het resultaat van het vorige dienstjaar (één jaar vóór het begrotingsjaar) en eveneens naast het resultaat van het op twee na laatste jaar (dus twee jaar vóór het begrotingsjaar). Deze voorstelling biedt het Raadslid en de lezer de mogelijkheid aan om een vlakke overzicht van de gemeentelijke financiën te hebben.

**De gewone dienst** bevat de terugkerende uitgaven en ontvangsten, die dus ieder jaar voorzien zijn en onontbeerlijk zijn voor de goede werking van de Gemeente, zoals bij voorbeeld de lonen van het personeel en de belastingopbrengst.

**De buitengewone dienst** bevat de uitzonderlijke uitgaven en ontvangsten betreffende de investeringen: grote herstellingswerken voor gebouwen of wegen, aankoop van onroerende goederen, enz.

In de buitengewone ontvangsten zal men, onder andere, de voor werken ver-

leende subsidies en de leningen die ervoor aangegaan werden terugvinden.

Een eenvoudig voorbeeld: krijt kopen voor een school is een "gewone" uitgave, maar het aankopen van een nieuw bord is een "buitengewone" uitgave.

Tenslotte hoeft gezegd dat het verschil tussen de gewone zowel als de buitengewone ontvangsten en uitgaven een "bonus" of een "malus" vormt, wanneer het saldo batig of nadelig is.

### De gewone dienst

**De gewone ontvangsten** vormen drie categorieën:

- **de ontvangsten voor prestaties:** ze bevatten de ontvangsten die ingevolge door de gemeentelijke diensten uitgevoerde prestaties, alsook door het beheer van de gemeentelijke patrimonium ontstaan: huwelijksplechtigheden, huishuur van gebouwen of van gemeentelijke grond, beheerinkomsten van gemeentelijke diensten (huren van boeken in de Bibliotheek, beheer van de "Tulp" parking, ingangsticketten voor het Zwembad of het Stadion, enz.);

- **de transfertontvangsten:** het zijn ontvangsten waarvoor de Gemeente geen rechtstreekse tegenwaarde bezorgt. Het gaat hier om al de belastingen en retributies die door de ondernemingen en de personen betaald worden, alsook de subsidies die de Hogere Overheid uitdelen om de actieprogramma's van de Gemeente te steunen (het Gemeentefonds) of om verschillende activiteiten mogelijk te maken (bij voorbeeld, de bezoldigingen van het gesubsidieerde onderwijzend personeel);

- **de schuldontvangsten** bestaan uit interesten die gedragen worden door belegde kapitalen en uit deelnemingen aan opbrengsten van openbare bedrijven (Brutele, Electrabel, enz.).

**De gewone uitgaven** vormen vier categorieën:

- **de personeelsuitgaven:** Elsene zorgt ieder jaar voor de lonen, part-time of full-time, van 1380 ambtenaren en arbeiders, alsook van 613 docenten (inbegrepen het administratiepersoneel van onze scholen), namelijk 63 miljoen euro's, dus 51,11% van de uitgaven die in de begroting voor 2002 ingeschreven staan;

- **de werkingsuitgaven:** vanzelfsprekend gaan ze samen met de vorige post en geven de mogelijkheid om de gewone activiteiten van de gemeentelijke diensten te dekken;

- **de transfertuitgaven** zijn bestemd voor verschillende Elsense of intercommunale instellingen, zoals het O.C.M.W. (17,5 miljoen euro's in 2002) of de ziekenhuizen van IRIS ZUID, waaronder het Ziekenhuiscentrum Etterbeek-Elsene, dat in 2000 een getal van 7,26 miljoen euro's schulden had, waarvan 2,23 ten laste van de Gemeente;

- **de schulduitgaven**, die zeer logisch uitzonderlijk tot het terugbetalen van de schulden van de Gemeente dienen: interestlasten en kapitalen die door de Gemeente geleend werden (onder andere om de uitzonderlijke uitgaven te betalen) en in jaarlijkse gedeelten hoeven afbetaald.

## De buitengewone dienst

Het tweede deel van een begroting is de "buitengewone dienst": hij beperkt de ontvangsten en uitgaven die tijdens een burgerlijk jaar het gemeentelijke patrimonium rechtstreeks en duurzaam zullen beïnvloeden, met uitzondering van het algemene onderhoud: het aankopen van voertuigen, van grond of van materieel (dat over meerdere jaren gedelgd hoeft), alsook de inrichting van gebouwen of de uitvoering van werken, om maar een paar voorbeelden te citeren... In tegenstelling met de gewone dienst hoeft elke buitengewone uitgave dwingend en op straffe van schorsing door de meerderheid van de Gemeenteraad en, in fine, door de Gewestelijke Voogdij goedgekeurd, al voor ze door het College aangewend wordt.

De buitengewone ontvangsten komen uit drie bepaalde bronnen:

- **de schuldontvangsten:** het zijn sommen die door de Gemeente van financiële instellingen geleend werden om de uitgaven te dekken;
- **de overdrachtontvangsten** bestaan uit subsidies die door de Hogere Overheid uitgedeeld worden;
- **de investeringsontvangsten** bestaan uit eigen fondsen van de Gemeente, die uit de verkoop van goederen ontstaan, uit stedenbouwlasten en uit een gedeelte van de gewone dienst dat uitzonderlijk voor de buitengewone dienst wordt bestemd.

De buitengewone uitgaven verdelen zich in drie categorieën:

- **de investeringsuitgaven:** ze dienen tot het opbouwen van een sportcentrum, de aankoop van autobussen, de herstelingswerken van wegen, enz. ;

• **de transfertuitgaven** dienen, bij voorbeeld, om instellingen en ondernemingen te helpen zwaar materieel aan te kopen ;

• **de schulduitgaven** dienen, bij voorbeeld, om op voorrand en bij wijze van uitzondering een lening af te betalen, zodat de globale schuld vermindert.

## DE BEGROTINGSPROBLEMATIEK TE ELSENE

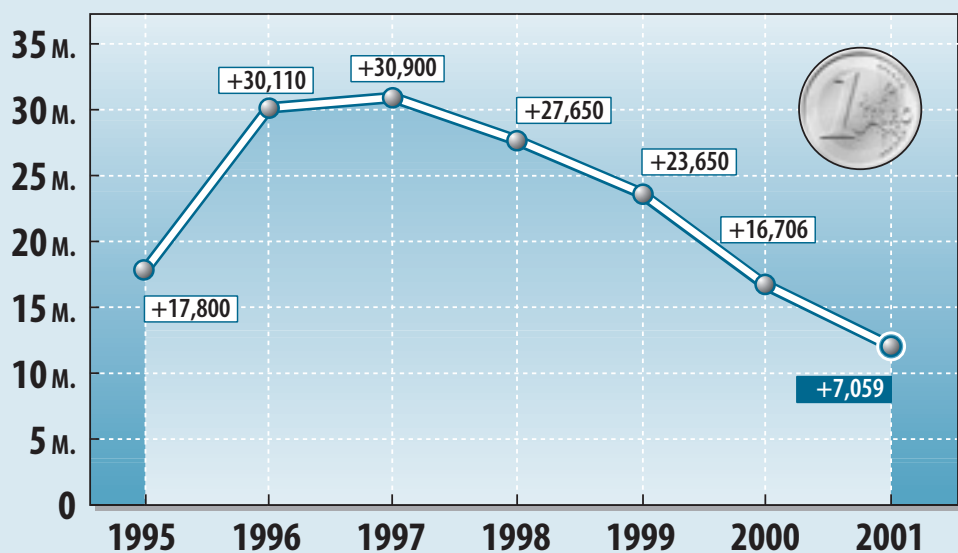
Tijdens de discussie en de stemming van de eerste begroting voor 2002 door de Gemeenteraad, heeft het College de maatregelen voorgesteld die getroffen werden om aan de daling van de Elsense financiën (die reeds een paar jaar geleden begon) een einde te maken.

Sedert 1995 is het Elsense begrotingstekort inderdaad steeds blijven stijgen: in het door de vorige meerderheid opgestelde begrotingsvoontwerp voor 2001 steeg het tekort van 5.690.000 euro's tot 13.700.000 euro's. Dit cijfer werd door het nieuwe College tot 9.640.000 euro's in de tweede begrotingswijziging gebracht.

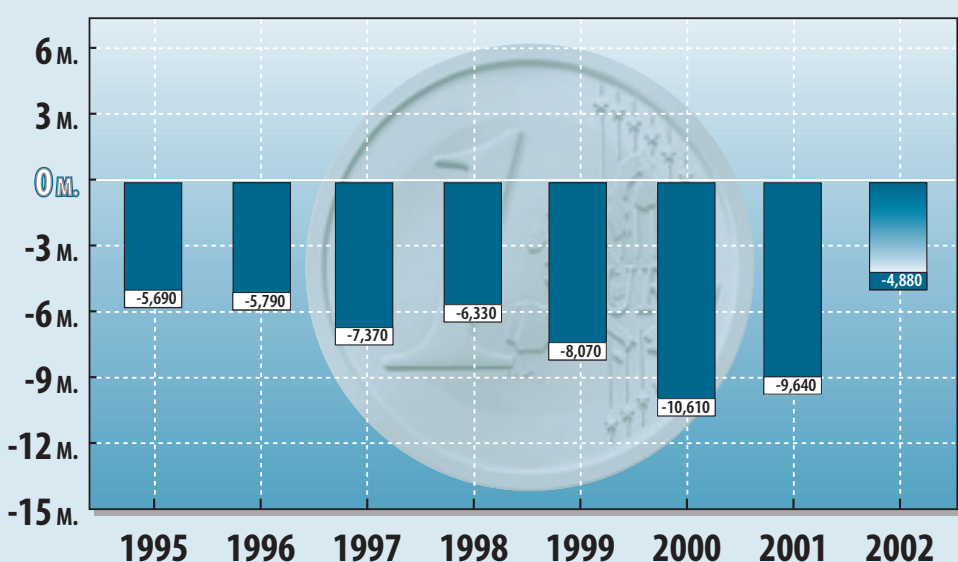
Wanneer men tegelijkertijd de cijfers van de samengevoegde resultaten bekijkt merkt men dat de Elsense reservefondsen in vijf jaar van 30 tot 7 miljoen euro's gedaald zijn.

Deze situatie heeft de Raad ertoe gebracht het cijfer van de opcentiemen op de onroerende voorheffing van 2460 tot 2760 te verhogen: het cijfer was niet gewijzigd sedert 1987. Deze verhoging zal als gevolg hebben dat de Elsense belastplichtige niet langer 30,75%, maar wel 34,5% van de onroerende voorheffing voor zijn gemeente zal betalen.

## Samengevoegd resultaat sedert 1995 (in miljoen euro's)



## Begrotingstekort van Elsene sedert 1995 (in miljoen euro's)



## Buitengewone dienst 2002

Aanleggingen van gebouwen, riolen en renovatie, strijd tegen de krotwoningen	4 462 084
Aankoop van gebouwen voor administratieve diensten, van grond, van goederen, van plans	3 351 026
Herstelling en aanlegging van gebouwen, speellokalen, sportterreinen, zwembad	7 820 358
Telefonie, informatisering	1 551 061
Materieel, meubilair, bureaus, verlichtingen	1 636 552
Informatie, CD Rom, drukkerij, aankoop van goederen, kunstwerken	2 981 394
Automobielpark	1 145 269
Wegen – Infrastructuur, signalisatie, verlichting, parkeerplaatsen	8 230 065
Onderwijs (Diverse uitrustingsmaterieel, renovatie van gebouwen, informatica, didactische spelen, video, turnentoestellen, grote herstellingen)	3 503 583
Overboeking ontvangsten en uitgaven	1 363 415
<b>Totaal in euro's</b>	<b>36 044 807</b>

## Een strenge en... krachtige begroting

De Ecolo-PS-PSC/API meerderheid heeft voorzien het tekort voor het dienstjaar 2002 tot 4,88 miljoen euro's (tegen 11,15 in het dienstjaar 2001) te beperken: ze stelt dus een begroting voor die zo streng is als mogelijk. In verschillende sectoren getuigen de kredietverhogingen van de bezorging van het College om meer financiële middelen aan nieuwe politieke acties of aan de versterking van steeds bestaande acties te bestemmen, onder andere op gebied van jeugdpolitiek, volksopleiding en sport, veiligheid en sociale hulp, afvalwater, openbare gebouwen alsook voor de functies "huisvesting" en "ruimtelijke ordening".

Qua buitengewone uitgaven voorziet de begroting 36 miljoen euro's voor investeringen die op negen sectoren geconcentreerd zullen zijn (zie hiernaast).

Heden meer dan ooit in het verleden zijn de gemeenten door de Hogere Overheid overbelast met nieuwe opdrachten, zonder dat ze de nodige financiële middelen krijgen om de kosten van de door dezelfde Overheid geplande politieke acties te dekken. Tot nu toe, bij voorbeeld, werden al de werkingsregels van de politievervorming nog niet vast bepaald. Het wordt dus bijna onmogelijk nauwkeurig de financiële lasten te schatten die Brussel en Elsene zullen moeten dragen om Zone 4 (waarin onze Gemeente geïntegreerd werd) te doen werken.

Door het inschrijven van 19,3 miljoen euro's voor de functie "Politie" wenste het College ervoor te zorgen dat de financiële bijdrage van de Gemeente binnen redelijke grenslijnen beperkt blijft. Het College wenste ook een voldoende aantal agenten in de Elsense politieafdelingen te garanderen en de decentralisatie van de diensten die onontbeerlijk zijn voor het beheer van het Elsense grond-

gebied toe te laten. Tenslotte wenste het College de vrijheid van initiatief aan de verantwoordelijken te geven en ze met de materiële en technische middelen die hun opdrachten eisen te voorzien.

Men kan zich weliswaar verheugen over de federale hervorming van de fiscaliteit, maar niemand lijkt bezorgd te zijn met de gevolgen ervan op de gemeentelijke financiën. Op gelijke wijze zou de federale Regering maatregelen moeten treffen om het achterstallig bedrag van de aanvullende gemeentebelastingen op de natuurlijke personen alsook op de onroerende voorheffing zo vlug mogelijk af te betalen. Tegelijkertijd heeft het College nogmaals verklaard dat een debat noodzakelijk moet starten, op gewestelijk niveau, over de financiering van de gemeenten en, in hetzelfde kader, over de verdeling en de financiële lasten van de bevoegdheden die de Gemeenten verder zullen hebben. De ontwikkeling van de Stad-Regio Brussel is de ware inzet voor morgen. In dit opzicht zal men meer om meer "globaal" moeten denken om in staat te zijn op lokaal niveau te handelen, zodat utopie terug de drijvende kracht wordt.

## HOE KAN MEN DE BEGROTING NAKIJKEN ?

Begrotingen en rekeningen liggen in het Gemeentehuis en mogen door iedere burger ter plaatse en gratis nagekeken worden. De procedure is bij middel van affiches aangekondigd binnen de maand die de goedkeuring van de begroting en van de rekening door de Gemeenteraad volgt. De tijdsduur van de aankondiging door affiches mag niet minder zijn dan tien dagen.

Ce supplément à INFO IXLLES n°7, périodique mensuel de la Commune d'Ixelles, a été réalisé par le Service de l'Information. tél. 02 515 61 90 - www.ixelles.be - Ed. resp.: J-P. Brouhon, Echevin de l'Information, 168 Ch. d'Ixelles, B-1050

Deze bijlage van ELSENE INFO n°7, maandelijks informatieblad van de Gemeente Elsene, wordt gerealiseerd door de Informatiedienst. tél. 02 515 61 90 - www.elsene.be - Verantw. uitg.: J-P. Brouhon, 168 Elsense steenweg, B-1050